

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.  
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le problème des reprises nationales, par M. Henri de Man. — Techniques nouvelles en politique commerciale, par M. Max Suetens. — Chronique : L'influence du protectionnisme sur le coût de la vie. — Statistiques.

## LE PROBLÈME DES REPRISÉS NATIONALES

par M. Henri de Man,

Chargé de cours à l'Université Libre de Bruxelles.

Au début de la sixième année de crise économique mondiale, il n'est plus loisible de raisonner comme on pouvait le faire il y a deux ou trois ans encore.

A ce moment, on pouvait, sans se heurter de front au démenti préalable de l'expérience, envisager l'hypothèse d'une crise cyclique, de même nature que toutes les précédentes, et qui passerait comme celles-ci avaient passé : par le renversement automatique du mouvement de pendule des prix, après un fond de dépression qui serait atteint au bout d'une couple d'années au maximum.

Mais depuis lors, cette hypothèse s'est avérée intenable. L'expérience a démontré que la crise actuelle se distingue des précédentes non seulement par sa durée, mais aussi par son allure, par la physionomie de la courbe qu'elle dessine, et par la nature même des phénomènes qui caractérisent son développement.

A travers les manifestations « conjoncturelles » de la crise cyclique, qui se rattachent aux mouvements oscillatoires des prix, on y voit à l'œuvre des modifications « structurelles » du régime économique lui-même.

Le mouvement des prix ne suit pas la courbe classique prescrite par les lois prétendument naturelles, ne serait-ce que parce qu'une partie considérable des marchés où les prix se forment est soustraite au régime de la libre concurrence par l'ingérence de monopoles de fait ou de formations monopoloides.

Et ceci s'applique non point à des rouages accessoires de l'engrenage économique, mais à ses parties centrales, à ses ressorts et pivots : le crédit, les principales matières premières, la force motrice.

Il y a encore une autre raison pour que le mouvement des prix qui intéressent le consommateur ne parvienne plus à s'adapter à celui des prix mondiaux : c'est le surendettement qui alourdit outre mesure les charges financières, publiques et privées.

L'action combinée du monopolisme et du surendettement empêche la guérison de la crise de déflation par la déflation. Car dans les circonstances actuelles, la hausse de la valeur de l'argent, qui est l'essence même de la déflation, consolide de plus en plus la tendance des capitaux vers la passivité. Cela alourdit les charges financières qui pèsent sur la production au point de rendre illusoire toute compensation par la pression des moyens budgétaires ou politiques. Ainsi, la structure même de l'économie tend à favoriser, d'une façon durable, la prédominance croissante des capitaux passifs, à revenus fixes, c'est-à-dire survalorisés par la survalorisation même de l'argent, sur les capitaux actifs, à revenus variables, c'est-à-dire dévalorisés par la dévalorisation des prix et des services.

Enfin, il devient de plus en plus manifeste que les phénomènes que l'on synthétise par la formule du nationalisme économique ne marquent pas une simple parenthèse dans l'évolution de la conjoncture mondiale. Ils ont acquis, eux aussi, un caractère structurel.

Pour s'en rendre compte, il suffit de songer à ce qu'il y a de durable et d'irréversible dans la tendance des pays naguère « débouchés » à devenir à leur tour producteurs et exportateurs. L'industrialisation générale des pays jadis agraires et, par contre-coup,

l'agrarisation de certains pays industriels, ne sont pas des choses que l'on peut faire disparaître par l'effet d'un retour de la politique commerciale vers le libre-échange, même si l'on s'y essayait par des procédés moins platoniques que les habituels vœux pieux des conférences internationales. Dès lors, l'exutoire des débouchés extérieurs se trouve rétréci dans une mesure qui ne permet plus de résoudre, par ce moyen, le problème de la sous-consommation chronique sur les marchés intérieurs, c'est-à-dire de l'avance, qui n'a fait que s'accroître au cours d'une longue évolution industrielle, de la capacité de production sur la capacité de consommation.

Ce sont là les raisons principales pour lesquelles les faits ont démenti les prévisions des économistes qui, en vertu de la doctrine traditionnelle des crises cycliques, attendaient de la crise déclanchée en 1929 qu'elle se résorbât par l'effet de l'« assainissement » que devait entraîner la baisse du niveau général des prix.

Il est vrai que ces prévisions pouvaient se prévaloir, il y a une couple d'années déjà, de la présence de certains indices qui, lors de toutes les crises précédentes, avaient marqué le fond de la dépression et le début d'une nouvelle courbe ascendante de la conjoncture mondiale. A en juger par ces indices, on peut même affirmer que depuis deux années environ, dans l'ensemble du monde, la situation économique s'est perceptiblement améliorée. Mais il convient de qualifier immédiatement la portée de cette constatation en ajoutant qu'en réalité, il ne s'agit pas d'une reprise mondiale, mais d'une série de reprises nationales.

La distinction, loin d'être spécieuse ou académique, est d'importance cardinale et éminemment pratique. Car c'est d'elle que dépend la réponse à la question, dont l'intérêt n'est, hélas, nullement théorique, des moyens d'action possible sur la marche des événements économiques.

Cela a été fort bien exposé dans l'un des plus récents aperçus d'ensemble de la situation mondiale, vue d'un observatoire bien placé entre tous au double point de vue de l'abondance des moyens d'information et de l'objectivité des méthodes d'interprétation. Il s'agit du dernier rapport annuel du Bureau international du Travail, filiale de la Société des Nations. Son auteur est M. Harold Butler, le directeur du Bureau international du Travail, qui doit à sa formation comme fonctionnaire du *Civil Service* britannique le double avantage d'une tradition de sereine impartialité et d'une méthode d'exposition claire et concise.

\* \* \*

Le rapport de M. Butler commence par établir que, dans l'ensemble du monde, il y a eu, au cours de l'année 1933, augmentation des chiffres de la production industrielle, arrêt et même renversement partiel du mouvement de baisse générale des prix, et diminution du nombre des chômeurs.

Mais il établit aussi deux faits qui expliquent que

ce ne sont pas là les indices d'une véritable reprise mondiale au sens de la conception cyclique des crises. Le premier, c'est que cette « reprise » ne s'accompagne aucunement d'une augmentation des chiffres du commerce international, qui reste dans le pire marasme. Le second, c'est que l'amélioration, qui apparaît quand on fait l'addition de tous les chiffres qui se rapportent aux divers pays du monde, ne s'est manifestée que dans un certain nombre d'entre eux, tandis que dans les autres la situation a continué à empirer.

Le résultat favorable de l'addition provient de ce que les pays à évolution favorable constituent une majorité et englobent les principales puissances industrielles du monde, comme les Etats-Unis, l'Angleterre, l'U. R. S. S. et le Japon. Parmi les autres, malheureusement pour nous, on trouve en bonne place la Belgique qui, avec la France, accusait encore, en 1933, le coefficient le plus élevé de l'augmentation du chômage par rapport à 1929.

L'interprétation judicieuse des causes de cette évolution divergente exige évidemment une grande prudence dans l'emploi de formules par trop générales et simplifiées. Ainsi, il va de soi que dans la liste des pays à reprise, la présence du Japon et de l'U. R. S. S. ne signifie pas la même chose que celle des Etats-Unis ou de l'Angleterre. L'U. R. S. S., que sa quasi-autarchie naturelle et son régime économique propre ont pour ainsi dire mise à l'abri des répercussions directes de la crise mondiale, est moins un pays en voie de reprise qu'un pays en voie d'industrialisation. Quant au Japon, il est le représentant le plus typique, et le plus important, de ces pays « nouveaux » dont l'essor industriel récent et rapide a si largement contribué au rétrécissement du marché extérieur des pays industriels anciens, dont l'expansion impérialiste se heurte au contre-impérialisme de pays qui se sont « décolonialisés ».

L'essor russe et l'essor japonais sont donc moins des indices de reprise mondiale que d'accentuation des facteurs de crise qui se rattachent au rétrécissement des débouchés pour la surproduction des « vieux » pays du capitalisme européen-américain.

L'observation est d'autant plus importante que le Japon et l'U. R. S. S. sont pour beaucoup dans l'amélioration que trahissent les statistiques mondiales pour 1933. Le Japon présente un index de la production qui (par rapport à 1928 = 100) a passé, entre 1932 et 1933, de 124,5 à 139,4. Et il suffit d'éliminer l'U. R. S. S. de la statistique mondiale pour faire tomber de 8,8 à 5,7 pour cent l'indice global de la production industrielle en augmentation sur l'année précédente.

Ces réserves faites, voici comment le rapport du Bureau international du Travail explique l'allure divergente des « reprises » et « non-reprises » nationales dans le reste du monde :

« Les chiffres que nous citons ici, n'étant pas toujours complets, peuvent ne pas se prêter à des conclusions très nettes; ils semblent néanmoins prouver

jusqu'à un certain point que les pays demeurés fidèles à l'étalon-or, et qui n'ont pas suivi une politique d'expansionnisme monétaire, n'ont pas connu la même atténuation du chômage que ceux qui ont abandonné l'or pour adopter des mesures « expansionnistes ». Il est clair, en effet, que c'est là un facteur qui a certainement contribué à réduire le chômage en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et, plus particulièrement, au Japon. »

Et plus loin :

« Si une amélioration s'est produite en matière de production et d'emploi, celle-ci est due principalement, en toute probabilité, aux actives mesures qui ont été prises dans certains pays pour accroître le pouvoir d'achat de la collectivité et remettre en circulation les capitaux oisifs. » Par contre, les statistiques démontrent que « la réduction des salaires, loin de stimuler la création d'emplois, a eu l'effet contraire ».

Et M. Butler en conclut que le problème crucial de l'économie dirigée « n'est pas celui de la restriction, mais en vérité le problème de l'expansion ».

\* \* \*

Que l'on se rallie ou non à cette conclusion générale, le fait est que depuis que se sont produites une série de « reprises nationales » sans qu'il y ait « reprise mondiale », la discussion sur le moyen de faire face à la crise doit se placer sur un autre terrain que celui des conjectures purement doctrinales.

Avant que ce fait nouveau ne se fut manifesté, c'est-à-dire jusqu'il y a deux ans environ, on pouvait raisonner sur des théories. Maintenant, il faut raisonner sur des expériences.

Certes, cela ne signifie pas que l'élaboration, l'ajustement et la confrontation des théories générales des crises aient cessé de présenter un intérêt. De méchantes langues diront peut-être qu'il faut s'attendre à ce que les disputations doctrinales continuent de toute façon, aussi longtemps qu'il y aura des économistes, même si entretemps l'intérêt des problèmes se trouvait liquidé aux yeux de tous les autres gens.

Mais nous n'en sommes pas là. Le point de vue doctrinal, qui procède de vues générales et d'hypothèses plus ou moins dogmatisées sur la relation d'ensemble des causes et des effets, doit continuer à se faire valoir aussi longtemps qu'il y aura des phénomènes à interpréter. Mais pour ce qui est de la crise actuelle, cette interprétation doctrinale ne peut plus se faire sur la base de théories — c'est-à-dire d'hypothèses de travail — qui n'ont été tirées que de l'expérience des crises précédentes. Sans cela, on aboutirait vraiment à un byzantinisme qui enlèverait tout reste de crédit aux prédictions qui sont, en somme, le meilleur test pratique de la valeur de la science économique.

En d'autres termes, les économistes ne peuvent plus se contenter d'appliquer, à l'interprétation de la crise actuelle, les doctrines qui ne se rapportent qu'aux phénomènes d'ensemble de la conjoncture économique

mondiale — voire même uniquement aux crises de jadis. Et en disant cela, je ne songe pas seulement aux doctrines cycliques, mais aussi à toutes les autres théories générales des crises mondiales, les doctrines marxistes incluses.

Il suffit que nous nous trouvions devant le fait de phénomènes de reprise se produisant dans certains pays à l'exclusion de certains autres, pour que les économistes ne puissent plus se soustraire à l'obligation de rechercher pourquoi la crise se déroule de manière différente selon les pays. Certes, leurs explications n'auront pas besoin de faire fi de telle ou telle hypothèse établie *a priori*; mais elles ne pourront pas négliger non plus de soumettre ces hypothèses à l'épreuve des faits apparus *a posteriori*, d'expliquer des faits par des faits et non par des dogmes, et de nous dire, non seulement à quoi il faut s'attendre si l'on ne fait rien, mais aussi à quoi l'on peut s'attendre si l'on fait telle ou telle chose.

Il est d'autant plus impérieux de substituer ainsi l'interprétation concrète à la spéculation doctrinale, que l'opinion publique demande à être guidée dans ce sens par les représentants de la pensée scientifique. Cette opinion représente, elle aussi, une force économique, capable soit de favoriser, soit d'entraver certaines solutions ou évolutions.

Selon la mesure où elle se rend compte des réalités, où elle prend conscience de ses intérêts, où elle se laisse influencer par ses passions et ses préjugés, où elle se débarrasse de certaines façons de penser qui ne correspondent plus qu'à des situations depuis longtemps révolues, elle peut être un puissant moyen de relèvement — ou le contraire. Et il n'est pas sans intérêt de remarquer que les « vieux » pays où le redressement économique a fait le plus de progrès depuis deux ou trois ans sont aussi ceux où l'opinion publique était le mieux préparée à comprendre les grandes lignes des principaux problèmes économiques.

Ainsi, les expériences d'économie monétaire dirigée du président Roosevelt ont indubitablement bénéficié de ce que, depuis que les Etats-Unis existent, les questions monétaires y ont joué un rôle prépondérant dans les luttes politiques. Dès le siècle dernier, des campagnes électorales passionnées se sont faites sur des questions comme celle du bimétallisme et du *greenback movement*. En Angleterre aussi, l'effet des luttes politiques qui se sont déroulées, surtout entre l'époque des *corn laws* et celle de la *Tariff Reform*, autour de l'alternative protectionnisme-libre-échange, ont efficacement préparé l'opinion publique à la compréhension des choses de l'économie. Il suffit d'ouvrir un journal américain ou anglais pour se rendre compte de ce que l'on y présuppose couramment connues, dans leur signification générale, des notions comme celles de l'inflation, de la dévaluation, de la déflation ou de la réflation, dont le grand public chez nous commence à peine à soupçonner le sens, à tel point que leur discussion publique ou privée dégage généralement beaucoup plus d'énergie-chaleur que d'énergie-lumière.

Le même contraste apparaît d'ailleurs quand on compare le niveau général des discussions sur ces problèmes chez nous à ce que l'on voit dans des pays étrangers comme les Pays-Bas, la Suisse et les Etats scandinaves. Est-ce uniquement parce que la Hollande est un vieux centre financier international, la Suisse un pays où l'industrie hôtelière et le développement bancaire récent familiarisent une grosse partie de la population avec les opérations du change, la Scandinavie un milieu économique étroitement lié aux grands marchés internationaux? Je ne crois pas que ces différences de situation soient seules en cause. Car enfin, la Belgique, elle aussi, est depuis longtemps une « plaque tournante » du trafic international des marchandises et des capitaux. Assurément, le niveau général de l'instruction et l'orientation traditionnelle des passions politiques vers des objectifs non essentiellement économiques y sont pour une large part.

Mais c'est raison de plus, me semble-t-il, pour que la discussion des grands problèmes économiques de l'heure sorte de la tour d'ivoire de l'ésotérisme académique où l'enferment les disputations sur les dogmes, et affronte plus directement les questions immédiates et actuelles qui passionnent les foules. Car le commun des mortels ne se soucie pas beaucoup de savoir si Ricardo continue à avoir raison après plus d'un siècle, si Rosa Luxemburg a apporté des amendements valables à la théorie marxienne de l'accumulation de la plus-value, ou si une théorie quantitative de la monnaie est encore possible en principe. Mais il s'intéresse beaucoup aux moyens de sortir de la crise qui l'étreint. Et il voudrait savoir ce que nous enseignent à ce sujet les expériences faites, ou en cours, à l'étranger.

Il voudrait savoir, par exemple, si vraiment le chômage a diminué en Amérique, pourquoi l'Angleterre a connu une période d'essor après une inflation suivie de dévaluation, pour quelles raisons la France considère une politique monétaire semblable comme contraire à ses intérêts nationaux, ce que la dévaluation a donné exactement en Tchécoslovaquie, et bien d'autres choses du même genre.

Or, la vérité, la triste vérité, c'est qu'en dehors d'un très petit nombre de spécialistes, le grand public — même celui qui est suffisamment cultivé pour suivre le mouvement universel des idées et des faits dans toute une série d'autres domaines — est lamentablement mal informé de ces choses, qui le touchent cependant de bien près!

\* \* \*

Pour s'en rendre compte, il suffit de constater combien les interprétations les plus courantes des principales « reprises nationales » en cours s'écartent des faits réels que connaissent les rares personnes qui ont, pour s'en informer, des sources autres que les nouvelles qu'en donne la presse quotidienne.

On en trouve un exemple récent dans la façon dont le résultat des dernières élections américaines — cependant un fait de la plus haute importance au

point de vue économique — a été reçu par la très grosse majorité de notre opinion publique.

Indubitablement, celle-ci s'est trouvée déconcertée par une nouvelle qui ne cadrerait pas du tout avec l'image que, une couple d'années durant, les informations les plus répandues avaient fixée dans les esprits. Cela explique sans doute pourquoi la plupart des journaux n'ont pas fait grand état des élections américaines, et se sont montrés fort avares de commentaires. On avait habitué la masse de l'opinion à considérer le peuple américain comme une espèce de *cobaye* soumis, de gré ou de force, aux lubies expérimentales d'une autorité quasi-dictatoriale qui ne s'appuyait que sur les suggestions doctrinales d'un petit *Brain Trust* de professeurs et autres théoriciens. Et voilà que, tout à coup, ce pays que l'on disait en proie au mal incurable d'un chômage irréductible, voire même déchiré par des luttes sociales violentes et sanglantes, entérine par une majorité formidable, et sur la foi des résultats économiques dont il a été le témoin le plus direct, la politique suivie! Ne faut-il pas en conclure que, quel que soit le jugement final que l'on peut émettre sur l'expérience Roosevelt, il faudrait avant tout, pour la juger en connaissance de cause, une information plus impartiale et une discussion plus approfondie que celles auxquelles nous avons été habitués jusqu'à présent?

Une réflexion analogue s'impose au sujet de la politique d'un autre grand pays proche du nôtre non seulement par sa situation géographique, mais encore par les caractéristiques principales de sa structure industrielle et de sa constitution politique: la Grande-Bretagne.

Les lecteurs du *Bulletin*, assurément, n'ignorent pas les indices de très sérieuse reprise économique qui s'y sont manifestés au cours des trois dernières années. Ils savent que l'index de la production industrielle y a atteint, dès le mois de juin dernier, une importance sensiblement égale à celle de 1929, que la construction de maisons a doublé pendant la même période, que le nombre des chômeurs est descendu de 21,7 p. c. de chômeurs assurés fin 1932 à 17,6 p. c. fin 1933 et 16,5 p. c. en juin 1934. Ils savent également qu'à côté de ces indices, et de nombre d'autres encore qui dénotent un incontestable redressement de la situation du marché intérieur, les statistiques du commerce extérieur marquent, elles aussi, une amélioration sensible pendant l'année en cours. Tous ces faits ne peuvent guère prêter à discussion. Par contre, on rencontre les opinions les plus divergentes quant à leur interprétation; et ces divergences proviennent, pour une grande part, d'un manque d'information au sujet des détails, beaucoup moins bien connus, de la politique économique poursuivie en Grande-Bretagne depuis quelques années.

Ainsi, on entend fréquemment affirmer que l'exemple anglais démontre qu'un pays peut fort bien s'acheminer vers une reprise économique, sans pour cela s'engager dans la voie de l'économie dirigée

ou même de l'interventionnisme. Très souvent, on essaie même d'opposer, à ce point de vue, l'exemple de l'Angleterre à celui des Etats-Unis, pour prouver que les meilleurs résultats peuvent être dus à une politique qui laisse le plus de latitude possible au « libre jeu des forces économiques », c'est-à-dire une politique conforme aux doctrines libérales classiques, et réfractaire à l'intervention du pouvoir politique.

M'est avis que c'est faire trop bon marché des multiples manifestations, sinon d'économie dirigée, du moins d'interventionnisme économique très étendu, dont il faudrait, à tout le moins, étudier de très près la relation de cause à effet avec le redressement économique constaté.

Ce n'est qu'après pareille étude, débarrassée de tout préjugé dogmatique et poussée aussi loin que possible dans le concret, que l'on peut décider s'il faut donner raison à ceux qui attribuent le redressement partiel de l'économie anglaise à l'interventionnisme, ou à ceux qui soutiennent que les interventions n'ont été favorables que dans la mesure où elles ont constitué des « contre-interventions » pour libérer les forces automatiques de l'économie, ou bien encore à ceux qui estiment que le redressement a été atteint malgré l'interventionnisme, qui n'aurait heureusement pas été poussé assez loin pour l'empêcher. Mais quelles que soient les conclusions auxquelles on puisse aboutir, elles ne peuvent avoir de valeur que si elles partent d'une connaissance précise de la portée, indubitablement très large, des mesures interventionnistes prises principalement dans les domaines de la politique monétaire, de la politique commerciale, de la réorganisation du marché agricole, et de l'intervention publique sur le terrain « urbaniste » d'une meilleure organisation des transports et de la construction de nouveaux logements pour remplacer les *slums*.

\* \* \*

Ce n'est qu'après l'étude concrète des phénomènes de « reprise nationale » dont je viens de donner quelques exemples, que l'on peut passer du particulier au général. Il s'agit dès lors d'établir le tableau universel des raisons qui expliquent que le redressement économique ne s'est produit jusqu'à présent que dans les pays où l'on a essayé de combattre la crise par d'autres moyens que ceux qui avaient mis fin, d'une façon plus ou moins automatique, aux crises cycliques précédentes.

En somme, cela revient à demander pourquoi la crise de déflation ne s'est pas guérie par la déflation, ou encore pourquoi la baisse des prix s'est avérée cette fois hors d'état de provoquer la reprise, en vertu du même automatisme qui avait créé la dépression.

Dans les crises cycliques précédentes, le mouvement de baisse avait eu ce résultat par le simple effet de l'augmentation des *exportations*, de celle de la *consommation* et de celle des *investissements*.

L'augmentation des *exportations* caractérisait d'une façon générale la fin des dépressions cycliques précé-

dentes, parce que, la dépression ne s'étendant pas au monde entier, les pays qui en souffraient étaient à même, grâce à la baisse, de conquérir de nouveaux débouchés dans les pays non industrialisés. En outre, ils utilisaient les capitaux réduits à l'oisiveté pour les exporter, et cette exportation de capitaux stimulait fortement, à son tour, les exportations de marchandises.

Dans la crise actuelle, cette « loi » ne joue plus, par suite du nationalisme économique qui est lui-même la conséquence de profondes modifications dans la structure de l'économie mondiale. D'autre part, les tentatives faites par les pays exportateurs pour sortir de cette situation ont encore aggravé la dislocation du marché mondial, notamment par suite de l'emploi de moyens monétaires comme arme dans la lutte pour les débouchés. Il en résulte que, dans chaque pays, le commerce d'exportation doit tenir compte de ce qu'il existe, à côté d'un secteur encore ouvert à la concurrence (et où de meilleures méthodes économiques et politiques peuvent encore donner des résultats sérieux), un large secteur virtuellement fermé, c'est-à-dire où la compétition par la réduction des prix ne fonctionne plus à l'égard de mesures prohibitives de toute espèce. On comprend d'autant mieux que l'exportation de capitaux, dans le but d'encourager les exportations de marchandises, soit également arrivée au point mort.

L'augmentation de la *consommation* résultait automatiquement des crises cycliques, pour des raisons que l'on trouve exposées dans tous les manuels élémentaires d'économie politique. La dépression ne faisait pas descendre dans la même proportion tous les revenus qui alimentaient la consommation. Le pouvoir d'achat des catégories sociales à revenus stables ou presque stables augmentait à mesure que l'argent se survalorisait. Les classes agricoles, dans leur ensemble, bénéficiaient également de ce que les prix des produits de l'agriculture baissaient moins vite que ceux des produits manufacturés. Enfin et surtout, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière augmentait relativement pendant la dépression, malgré le chômage et la diminution du taux des salaires. Ce n'est que pendant de brèves périodes, où le chômage atteignait des proportions démesurées, que le salaire global réel cessait de s'accroître à la suite de l'abaissement du coût de la vie.

Actuellement, tous ces facteurs n'agissent plus, ou tout au moins n'agissent plus avec une intensité suffisante. La classe des rentiers n'a plus, au point de vue de la consommation, la même importance qu'auparavant. Les traitements des fonctionnaires et des employés ont subi de fortes réductions, surtout au cours des deux dernières années, et pour la première fois le chômage massif des employés et travailleurs intellectuels de toute espèce a fait son apparition. La crise agricole a accompagné, et même à certains points de vue précédé et précipité, la crise de 1929, et la baisse des prix agricoles a réduit la puissance d'achat

des populations rurales dans une mesure sans exemple depuis 1847. Enfin, la durée et l'étendue de la crise de chômage parmi les travailleurs industriels a diminué très considérablement le pouvoir d'achat de cette vaste couche sociale. Tous ces phénomènes ont d'ailleurs été aggravés, dans des proportions inconnues jusqu'à ce jour, du fait que le mouvement des prix de détail a été freiné anormalement par le poids des charges financières, publiques et privées, qui se sont multipliées au cours de cinq années de déflation.

Le troisième moyen par lequel se sont résorbées les crises cycliques précédentes, l'augmentation des investissements, résultait, pour une partie, des phénomènes dont il vient d'être question : l'augmentation des exportations et celle de la consommation. En outre, l'extension des investissements était favorisée par une rationalisation qui poursuivait l'abaissement des prix de revient par des moyens techniques divers, et autres que la compression des revenus du travail, tels que le remplacement normal de l'outillage usé. Ce processus se trouvait favorisé par l'attrait d'un taux d'intérêt abaissé pour les emprunts à long terme destinés à la construction. Enfin, il faut noter que la fin des dépressions antérieures fut souvent caractérisée par l'application d'une nouvelle invention technique exigeant des investissements considérables, comme les chemins de fer, l'équipement électrique, etc.

Il suffit d'énumérer ces facteurs de reprise automatique par le réinvestissement pour mesurer toute la distance qui nous sépare à l'heure actuelle de pareille situation. Non seulement la consommation n'augmente plus, mais encore la rationalisation a atteint pendant l'essor précédent un point tel que le poids du suroutillage et des charges financières qu'il entraîne continue à étouffer toute velléité « automatique » de réinvestissement. La prédominance du capital passif a atteint des proportions qui empêchent le mobile économique seul — c'est-à-dire la simple recherche du maximum de profit pour les capitaux susceptibles d'investissement — de réaliser une baisse suffisante du taux de l'intérêt pour les emprunts à long terme. La thésaurisation se maintient dans tous les pays où l'on ajoute, à la crise de déflation, une politique de sur-déflation. Et l'on ne voit poindre à l'horizon aucune transformation technique qui, semblable aux grandes inventions du siècle dernier, pourrait, à titre de cause extérieure, aiguillonner les réinvestissements.

Est-ce à dire qu'il faut désespérer ? Je ne le pense aucunement. La situation n'est sans espoir que pour ceux qui ignoreraient la leçon que comportent les résultats obtenus dans les pays qui, loin de se résigner à laisser la crise mondiale suivre son cours, ont fait ce qu'ils pouvaient pour s'orienter vers la reprise nationale.

Certes, il ne s'agit pas de copier servilement quelque exemple que ce soit. La diversité des méthodes

employées et des résultats obtenus dans les pays où la conjoncture économique s'améliore montre assez clairement que chaque économie nationale est régie par des situations particulières qui conditionnent des solutions particulières. Et même ces solutions nationales peuvent requérir des modifications constantes pour s'adapter à la position changeante des problèmes concrets. Il n'y a ni formule passe-partout, ni panacée universelle. Aucune mesure isolée, d'ordre monétaire ou autre, ne saurait suffire par elle-même à assurer l'effet optimum réalisable dans un pays donné et à un moment donné. Chaque reprise nationale ne peut résulter que de l'adaptation d'un ensemble de mesures, de l'ordre le plus divers, à un ensemble de nécessités particulières et de possibilités particulières.

Il faut donc s'attendre à ce que le monde, dans la mesure où l'on verra s'augmenter le nombre des pays à reprise nationale, présente le tableau d'une diversité de plus en plus grande des structures et des méthodes qui caractérisent les économies nationales. Tout en constituant un détour — c'est-à-dire en passant par l'économie nationale dirigée avant d'aller vers l'économie internationale dirigée — ce chemin peut cependant nous conduire vers un redressement économique mondial proprement dit. J'entends par là une reprise sur le marché mondial comme tel, analogue à celle que les théories classiques attendaient des mouvements cycliques, mais réalisée par des moyens différents.

Car il va de soi qu'au point de vue de l'économie mondiale, le résultat d'une série de plus en plus considérable de reprises nationales ne s'exprime pas seulement par la simple addition, dans les statistiques universelles, de chiffres qui se rapportent au mouvement de la production et des marchés dans les divers pays. Il faut prévoir en outre un effet de répercussion et d'accumulation, qui provient de ce qu'on ne saurait concevoir d'élargissement d'un marché national qui ne tende, à la longue, à une augmentation des transactions internationales. Un pays dont la population voit s'augmenter son pouvoir d'achat finira toujours, forcément, par acheter plus sur le marché extérieur également.

C'est une thèse dont il est facile de faire accepter la vérité ; raison de plus pour que l'on voie aussi combien il serait absurde, à l'opposé, d'attendre la réexpansion du marché mondial du rétrécissement des marchés nationaux. Une collectivité dont tous les membres s'appauvrissent ne saurait devenir plus riche. Cela est aussi vrai de la collectivité mondiale des nations que de la collectivité nationale par rapport aux individus qui la composent. Et cela suffit à faire ressortir le sophisme qui, à mon avis, vicie toutes les doctrines selon lesquelles une reprise universelle pourrait résulter de la diminution universelle des revenus des masses consommatrices.